

## **DOCUMENT D'INFORMATION SUR**

### **LE ZIMBABWE**

**Avril 2007**

Direction des recherches  
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

#### **Avertissement**

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

Recherche achevée le 25 avril 2007

## **TABLE DES MATIÈRES**

**1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**2. CONTEXTE POLITIQUE**

**3. PARTIS POLITIQUES**

**4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES**

**5. PERSPECTIVES D'AVENIR**

**NOTES DE FIN DE DOCUMENT**

**RÉFÉRENCES**

## **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **Nom officiel**

République du Zimbabwe

### **Géographie**

Pays du sud de l'Afrique, sans littoral, le Zimbabwe est délimité à l'est par le Mozambique, au nord-ouest par la Zambie, au sud-ouest par le Botswana et au sud par l'Afrique du Sud. Le Zimbabwe occupe une superficie totale de 390 757 km<sup>2</sup> et a un climat tropical dont les températures varient selon l'altitude. La saison des pluies s'étend de novembre à mars.

### **Population et densité**

Population : 12 311 143 (estimation milieu de 2007)

Densité : 33,1 personnes au km<sup>2</sup> (estimation milieu de 2004)

### **Principales villes et population (estimation milieu de 1992, à moins d'indication contraire)**

Harare (capitale) 1 527 000 (estimation de 2005); Bulawayo 621 742; Chitungwiza 274 912; Mutare (Umtali) 131 367; Gweru (Gwelo) 128 037.

### **Langues**

Les langues officielles du Zimbabwe sont l'anglais, le shona et le sindebele (aussi appelé ndébélé). De nombreux dialectes mineurs sont également parlés au pays.

### **Religions**

Religion synchrétique (mélange de christianisme et de croyances indigènes) 50 %, christianisme 25 %, croyances indigènes 24 %, islam et autres 1 %.

### **Groupes ethniques**

Africains 98 % (Shona 82 %, Ndébélé 14 % et autres 2 %), métis et Asiatiques 1 % et Blancs moins de 1 %.

### **Démographie (estimation de 2007, à moins d'indication contraire)**

Taux de croissance démographique : 0,595 %

Taux de mortalité infantile : 51,12 décès/1 000 naissances vivantes

Espérance de vie à la naissance : 39,5 ans

Taux de fécondité : 3,08 enfants nés/femme

Taux d'alphabétisation : 94,2 % des hommes et 87,2 % des femmes de 15 ans et plus savent lire et écrire l'anglais (estimation de 2003)

### **Devise**

Dollar zimbabwéen (ZWN).

222,816 ZWN<sup>i</sup> = 1,00 CAD au 23 avril 2007<sup>1</sup>.

---

<sup>i</sup> La British Broadcasting Corporation (BBC) signale que, en 2006, le gouvernement du Zimbabwe a fixé le nouveau taux de change officiel à 250,00 ZWN pour 1,00 USD (31 juill. 2006). Ce nouveau taux de change

### **Fêtes nationales**

**2006** : 1<sup>er</sup> janvier (jour de l'An), 14-17 avril (Pâques), 18 avril (fête de l'Indépendance), 1<sup>er</sup> mai (fête des Travailleurs), 25 mai (jour de l'Afrique, anniversaire de la fondation de l'OUA), 11 août (jour des Héros), 12 août (jour de l'Armée), 22 décembre (jour de l'Unité), 25-26 décembre (Noël).

**2007** : 1<sup>er</sup> janvier (jour de l'An), 6-9 avril (Pâques), 18 avril (fête de l'Indépendance), 1<sup>er</sup> mai (fête des Travailleurs), 25 mai (jour de l'Afrique, anniversaire de la fondation de l'OUA), 11 août (jour des Héros), 12 août (jour de l'Armée), 22 décembre (jour de l'Unité), 25-26 décembre (Noël).

### **Chef de l'État et du gouvernement**

Le président Robert Gabriel Mugabe est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement. Élu premier ministre le 18 avril 1980, il est devenu président le 20 décembre 1987.

### **Forme de gouvernement**

Le Zimbabwe est une république souveraine dont la constitution est la loi suprême. Le président détient le pouvoir exécutif et nomme deux vice-présidents, ainsi que les ministres et sous-ministres, qui forment le cabinet. Le parlement bicaméral du Zimbabwe détient le pouvoir législatif et a habituellement un mandat de cinq ans, au terme duquel a lieu l'élection. Chacune des dix provinces du Zimbabwe (y compris deux villes ayant statut de province) est dirigée par un gouverneur provincial nommé par l'administration centrale et tient lieu de district électoral. La structure administrative locale du Zimbabwe est formée de conseils de ville, de conseils de district et de conseils ruraux.

### **Structure législative**

Le Zimbabwe a un parlement bicaméral, composé d'une chambre basse et d'un sénat. La chambre basse compte 150 représentants, dont 120 sont élus au suffrage universel, 12 sont nommés par le président, 10 sont des chefs traditionnels et 8 sont des gouverneurs de province. Le sénat compte 66 sénateurs, dont 50 sont élus au suffrage universel, 6 sont nommés par le président et 10 sont des chefs traditionnels. Le mandat du Parlement a habituellement une durée cinq ans. Le président, qui détient le pouvoir exécutif, agit selon les conseils du cabinet.

### **Divisions administratives**

Le Zimbabwe compte deux villes ayant statut de province (Harare et Bulawayo) et huit provinces : Manicaland, Mashonaland-Centre, Mashonaland-Est, Mashonaland-Ouest, Masvingo, Matabeleland-Nord, Matabeleland-Sud et Midlands.

### **Système judiciaire**

---

ne constituerait pas une réévaluation de la devise, mais retirerait plutôt simplement trois zéros de la devise précédente, dont le taux de change était de 250 000,00 ZWN pour 1,00 USD (BBC 31 juill. 2006). Ce changement a été apporté parce que la devise du Zimbabwe était devenue impossible à gérer pour les transactions (*ibid.*). La BBC signale que, malgré ce nouveau taux de change, la devise étrangère s'achète à un taux équivalant jusqu'à quatre fois le taux officiel établi par le gouvernement (*ibid.*). En avril 2007, l'inflation au Zimbabwe avait atteint 1 700 % (*The Monitor* 2 avr. 2007).

La Cour suprême du Zimbabwe entend les causes de violation des droits garantis par la constitution et les appels des tribunaux de juridiction inférieure du Zimbabwe. La Cour suprême se compose d'un juge en chef et de huit juges d'appel et il faut cinq juges pour y atteindre le quorum. La Cour supérieure du Zimbabwe se compose d'un juge en chef, d'un président et de onze autres juges. Les tribunaux régionaux et les cours des magistrats ont juridiction civile et criminelle. Les tribunaux locaux coutumiers ont juridiction sur les questions juridiques coutumières. Les chefs président les audiences dont les causes concernent des valeurs de moins de 1 000 ZMD et leurs représentants président les audiences dont les causes concernent des valeurs de moins de 500 ZMD. Tous les tribunaux sont habilités à entendre les appels des décisions de droit coutumier.

### **Élections**

Le Zimbabwe a un système de suffrage universel pour les personnes de 18 ans et plus. Le président est élu par le peuple par bulletin de vote unique et pour un mandat de six ans. Le président Robert Mugabe a été reporté au pouvoir à la dernière élection présidentielle, en mars 2002. Il n'y a pas de limite au nombre de mandats de six ans qu'un même président peut briguer. La prochaine élection présidentielle est prévue pour mars 2008. La dernière élection législative de la chambre basse s'est tenue le 31 mars 2005, et celle du sénat, le 26 novembre 2005. La prochaine élection législative de la chambre basse et du sénat est prévue pour 2010.

#### **Sièges parlementaires :**

À la suite de l'élection législative de 2005, le sénat est partagé entre l'Union nationale africaine du Zimbabwe — Front patriotique (Zimbabwe African National Union-Patriotic Front — ZANU–PF) qui a remporté 73,7 % des voix ou 43 sièges et le Mouvement pour le changement démocratique (Movement for Democratic Change — MDC) qui a obtenu 20,3 % des voix ou 7 sièges. À la chambre basse, Le ZANU-PF a remporté 59,6 % des voix ou 78 sièges et le MDC a obtenu 39,5 % des voix ou 41 sièges. La chambre basse compte aussi un député indépendant.

### **Défense**

Les Forces de défense du Zimbabwe (Zimbabwe Defence Forces — ZDF) comprennent l'Armée nationale du Zimbabwe (Zimbabwe National Army), l'Armée de l'air du Zimbabwe (Air Force of Zimbabwe — AFZ) et la Police républicaine du Zimbabwe (Zimbabwe Republic Force). En 2005, les forces armées comptaient un effectif de 29 000 personnes, dont 25 000 soldats et 4 000 membres de l'armée de l'air. Au Zimbabwe, le service militaire, d'une durée de 18 mois, est volontaire. En 2003, le programme national de formation militaire de la jeunesse, semblait s'orienter vers une formation paramilitaire obligatoire. Les forces paramilitaires du Zimbabwe comprennent un corps de police de 19 500 agents et une unité de soutien policier de 2 300 agents. En 2005, le budget de la défense du Zimbabwe était évalué à 2 300 000 000 000 ZMD<sup>ii</sup> (environ 10 278 601,09 CAD au 27 avril 2007)<sup>iii</sup>. En 2006, les dépenses militaires

---

<sup>ii</sup> Pour 2005, les dépenses militaires prévues étaient de 2 300 000 000 000 ZMD, selon la devise telle qu'elle était avant le changement du milieu de 2006, où on lui a retiré trois zéros. Le taux de change a donc été calculé selon une dépense prévue de 2 300 000 000 ZMD pour 2005.

<sup>iii</sup> Les conversions de devise doivent tenir compte de la volatilité du ZMD.

auraient représentées 3,7 % du produit intérieur brut (PIB) du Zimbabwe. L'armée du Zimbabwe serait alliée depuis longtemps avec l'armée chinoise qui lui fournit de l'équipement militaire (valeur de 3 000 000 USD en 2005 et de 1 500 000 USD en 2006).

### **Médias**

La constitution du Zimbabwe garantit la liberté d'expression, mais limite ce droit lorsqu'il est question de défense militaire, de sécurité publique, d'ordre public, de l'intérêt économique de l'État, de moralité publique, de santé publique, etc. L'organisme d'autoréglementation officiel des médias est la Commission des médias de l'information (Media Information Commission — MIC) du Zimbabwe. La Corporation de diffusion du Zimbabwe (Zimbabwe Broadcasting Corporation — ZBC) est officiellement un organisme de réglementation indépendant qui régit la programmation télévisuelle et radiophonique. L'agence de presse de l'État est la Zimbabwe Inter-African News Agency (ZIANA) et plusieurs autres agences étrangères ont aussi des bureaux à Harare.

Parmi les quotidiens contrôlés par l'État et publiés par Zimbabwe Newspapers Ltd., on compte *The Herald* (122 000 exemplaires), à Harare, et *The Chronicle* (45 000 exemplaires), à Buluwayo. Le *Sunday Mail* (159 000 exemplaires) à Harare, et le *Sunday News* (50 000 exemplaires) à Buluwayo (ibid.), de même que les *Business Herald*, *Kwayedza* et *Manica Post* sont des hebdomadaires contrôlés par l'État. Le *Daily News* est un journal indépendant de Harare. La *Financial Gazette* (35 000 exemplaires), *The Standard*, le *Zimbabwe Independent* et le *Zimbabwe Mirror* sont des hebdomadaires indépendants publiés à Harare, et *The Gweru Times*, le *Masvingo Mirror*, le *Midlands Observer* et la *North Midlands Gazette* sont des hebdomadaires indépendants publiés dans les provinces du Zimbabwe.

Le Zimbabwe compte quelques stations radiophoniques, dont *Voice of the People*, qui diffuse une heure par jour, et la ZBC, qui diffuse une programmation générale.

En 2003, le Zimbabwe comptait environ 454 000 téléviseurs, 620 000 ordinateurs personnels et 620 000 utilisateurs d'Internet.

### **Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du pays<sup>iv</sup>**

Valeur : 0,491/1 (2004)

Rang : 151 sur 177 pays (2004)

### **Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du pays<sup>v</sup>**

Valeur : 0,483/1

Rang : 105 sur 136 pays

---

<sup>iv</sup> L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

<sup>v</sup> L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

**Population sous le seuil de la pauvreté**

80 % (estimation de 2004)

**Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International<sup>vi</sup>**

Note : 2,4/10

Rang : 130<sup>e</sup> sur 163 pays sondés

**Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International<sup>vii</sup>**

Information non disponible.

**[Information compilée à partir de : BBC 31 juill. 2006; *Defence and Foreign Affairs Handbook 2006*, 2298; *The Europa World Year Book 2006 2006*, 4888-4911; *Le Quotidien du Peuple en ligne* 1<sup>er</sup> août 2006; PHW 2007 2006, 1388-1396; *Political Parties of the World 2005*, 659-661; Solidarity Peace Trust 5 sept. 2003; TI 2006; Nations Unies 2006; XE.com 23 avr. 2007; *ibid.* 25 avr. 2007; États-Unis 17 avr. 2007; Zimbabwe 1<sup>er</sup> févr. 2007.]**

---

<sup>vi</sup> L'IPC de Transparency International repose sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les perceptions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

<sup>vii</sup> Le BMC de Transparency International est un sondage d'opinion utilisé pour évaluer la perception de la population au regard de la corruption dans leur propre État.

## 2. CONTEXTE POLITIQUE

À la suite d'une longue guérilla, le Zimbabwe a tenu sa première élection législative au suffrage universel en 1980, ce qui a libéré le pays de la domination de la minorité blanche<sup>3</sup>. Le ZANU-PF a remporté une majorité de sièges parlementaires et le chef du parti, Robert Mugabe, a été élu premier ministre<sup>4</sup>. L'animosité entre les défenseurs de la liberté du ZANU-PF, dont les partisans étaient principalement des membres de l'ethnie shona du nord, et l'Union populaire africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African People's Union — ZAPU), dont les partisans étaient principalement des membres de l'ethnie ndébélé du Sud, a entraîné un conflit croissant au Matabeleland<sup>5</sup>. En 1984, le gouvernement a envoyé 10 000 soldats dans la région<sup>6</sup>, ce qui a abouti aux massacres de Gukurahundi<sup>7</sup>, au cours duquel environ 20 000 civils ont été tués et [traduction] « des centaines de milliers », torturés, emprisonnés illégalement ou agressés<sup>8</sup>. En 1987, le ZANU-PF et la ZAPU ont signé un accord d'unité<sup>9</sup> qui a mené à la fusion des partis<sup>10</sup>. Une amnistie générale, accordée en 1988, gracieait les représentants du gouvernement et 122 rebelles des crimes commis pendant les massacres<sup>11</sup>.

Le ZANU-PF a conservé sa majorité parlementaire tout au long des années 1990, au cours desquelles Robert Mugabe a été élu président par une vaste majorité et le sénat a été aboli<sup>12</sup>.

En 1998, une crise économique a déclenché une inflation galopante, des émeutes alimentaires et des grèves<sup>13</sup>. Cette situation, combinée à la participation du pays à la guerre en République démocratique du Congo<sup>14</sup>, a suscité la formation, en 1999, du premier parti politique d'opposition viable du Zimbabwe depuis son indépendance, le MDC<sup>15</sup>. La même année, l'aide financière internationale a été suspendue<sup>16</sup>. En février 2000, au milieu des expropriations de fermes menées par les squatteurs<sup>17</sup>, le peuple a rejeté une ébauche de constitution qui aurait conféré à Robert Mugabe la présidence à vie, lui aurait permis de dissoudre le parlement et aurait habilité le gouvernement à entreprendre un programme de redistribution des terres<sup>18</sup>. À peine quelques semaines plus tard, et malgré l'échec du référendum, le gouvernement a entamé l'expropriation des fermes et lancé un programme de réforme agraire qui a entraîné l'éviction de plus de mille fermiers blancs par les milices gouvernementales<sup>19</sup>.

Lors de l'élection parlementaire de juin 2000, le ZANU-PF a remporté une faible majorité de sièges, au détriment du MDC de Morgan Tsvangirai<sup>20</sup>. La mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE) au Zimbabwe signalait que le ZANU-PF [traduction] « avait mené une campagne systématique d'intimidation contre des sympathisants de l'opposition »<sup>21</sup>. L'UE et le Groupe d'observateurs du Commonwealth ont signalé des cas de violence, de coercition et d'intimidation<sup>22</sup>, y compris de meurtres, de viols, d'agressions<sup>23</sup>, de torture et d'enlèvements<sup>24</sup>. Lors de l'élection présidentielle de 2002, le chef du MDC, Morgan Tsvangirai, s'est présenté contre le président en titre Robert Mugabe et a remporté 42 p. 100 des voix, contre 56,2 p. 100 pour Robert Mugabe; les observateurs internationaux ont déclaré l'élection frauduleuse<sup>25</sup>.

Une loi adoptée en mai 2002 accordait aux fermiers blancs 45 jours pour abandonner leur terre et, en novembre 2002, le gouvernement avait saisi 35 millions d'acres de terres appartenant à des Blancs<sup>26</sup>. La même année, les statistiques gouvernementales indiquaient que 80 p. 100 de la population vivaient déjà sous le seuil



de la pauvreté et 59 p. 100, sous le seuil de pauvreté alimentaire<sup>27viii</sup>. De plus, en 2002, le Commonwealth a imposé des sanctions au Zimbabwe qui a réagi en se retirant de l'organisme<sup>28</sup>.

En 2003, la crise économique a déclenché des grèves générales qui se sont soldées par des arrestations et de la torture massives<sup>29</sup>. Peu après, pendant une série de manifestations de l'opposition, le chef du MDC, Morgan Tsvangirai, a été accusé de trahison une deuxième fois<sup>30</sup>. Les tribunaux l'ont acquitté du premier chef d'accusation en octobre 2004 et du deuxième en 2005<sup>31</sup>. Un troisième chef d'accusation a été porté contre lui, mais retiré<sup>32</sup>.

À l'élection législative régulière de mars 2005<sup>33</sup>, le ZANU-PF a remporté une majorité de deux tiers des sièges<sup>34</sup>, ce qui permet de modifier la constitution<sup>35</sup>. Les 41 sièges restants sont allés au MDC et à un candidat indépendant<sup>36</sup>. Amnesty International (AI) signale que, bien que les cas de violence soient relativement moins nombreux que lors des élections précédentes, il y a quand même eu intimidations et répression systématique des droits de libre expression, d'association et de rassemblement<sup>37</sup>. Une [traduction] « catastrophe économique » durable a incité le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à demander au gouvernement du Zimbabwe la permission d'apporter une aide alimentaire d'urgence.<sup>38</sup> Le gouvernement a accepté, mais à certaines conditions strictes; des rapports ont indiqué que le parti au pouvoir avait utilisé l'aide alimentaire pour [traduction] « acheter » des votes<sup>39</sup>. Après l'élection, des partisans du parti de l'opposition ont été attaqués et leurs propriétés ont été démolies<sup>40</sup>.

En mai 2005, le gouvernement a lancé une campagne d'éviction et de démolition d'habitations et de commerces dans les zones urbaines<sup>41</sup>. L'objectif officiel de la campagne était de [traduction] « rétablir l'ordre social »; toutefois, des personnes ont suggéré qu'il s'agissait en fait d'une tentative pour saper le soutien urbain du MDC et de revitaliser l'agriculture en forçant les citoyens à retourner dans les régions rurales à la suite de l'échec de la campagne de redistribution des terres<sup>42</sup>. Selon l'envoyée spéciale des Nations Unies pour les questions d'établissements humains, cette campagne a éliminé le domicile ou le revenu de 700 000 personnes et touché plus de 2 millions de personnes<sup>43</sup>. Malgré les promesses de construire de nouvelles habitations pour les déplacés, les évictions forcées se sont poursuivies en 2006<sup>44</sup>.

À la fin de 2005, le gouvernement a tenu une élection au sénat, qu'il venait de rétablir<sup>45</sup>. Le chef du parti de l'opposition, le MDC, ayant décidé de boycotter l'élection, le parti s'est alors séparé en deux factions<sup>46</sup>. Cette élection a connu une faible participation au scrutin et le ZANU-PF a obtenu la majorité à la chambre haute nouvellement rétablie<sup>47</sup>.

En 2006, les gouvernements étrangers ont réduit l'aide directe au gouvernement du Zimbabwe, ce qui a aggravé la crise humanitaire<sup>48</sup>, et le Programme alimentaire mondial aurait réduit au tiers ses livraisons d'aliments au pays en raison d'une insuffisance de fonds<sup>49</sup>. Les attaques organisées par le gouvernement se sont poursuivies contre les militants pour les droits de la personne, les militants étudiants et les membres des syndicats et de la presse indépendante<sup>50</sup>.

En mars 2007, lors d'une assemblée publique qui a été perturbée par l'escouade anti-émeute de la police, le chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, du MDC, a été

---

<sup>viii</sup> Le seuil de pauvreté alimentaire est utilisé pour définir le niveau sous lequel un ménage ne peut combler ses besoins alimentaires fondamentaux (*The East African Standard* 27 avr. 2007).

arrêté puis battu pendant sa détention<sup>51</sup>. Le gouvernement a déclaré que cette assemblée contrevenait à une interdiction de rassemblements politiques<sup>52</sup>. La population aurait réagi au traitement de M. Tsvangirai en organisant des manifestations un peu partout au pays<sup>53</sup>. Au début de 2007, le MDC et le ZANU-PF se divisaient encore tous deux en factions<sup>54</sup>.

### **3. PARTIS POLITIQUES**

#### **Union nationale africaine du Zimbabwe–Front patriotique (Zimbabwe African National Union-Patriotic Front — ZANU-PF)**

Fondée en 1963, le ZANU est un groupe fragmentaire de l'Union populaire africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African People's Union — ZAPU)<sup>55</sup>. En 1965, les deux partis ont entrepris des guérillas contre le gouvernement de la Rhodésie, afin d'assurer le pouvoir majoritaire des Noirs<sup>56</sup>. En 1976, le ZANU et la ZAPU ont aussi collaboré brièvement à la formation d'un Front patriotique (Patriotic Front — PF) et le parti est devenu le ZANU-PF<sup>57</sup>. Au cours des élections de 1980 qui ont précédé l'indépendance, le ZANU-PF a remporté une vaste majorité au Parlement<sup>58</sup>, formant ainsi le premier gouvernement majoritaire noir du Zimbabwe<sup>59</sup>. Le chef du parti, Robert Mugabe, est devenu premier ministre<sup>60</sup>. Depuis l'indépendance, le ZANU-PF jouit de vastes majorités au Parlement<sup>61</sup>. En 1990, Robert Mugabe est élu président du Zimbabwe.<sup>62</sup> En 2004, la solidarité au sein du ZANU-PF commence à s'effriter<sup>63</sup> et le parti se divise en trois factions, mais Robert Mugabe continue de bénéficier de l'appui des vétérans du parti et des dirigeants militaires<sup>64</sup>. Les deux factions restantes du ZANU-PF ont manifesté leur intérêt envers une approche plus [traduction] « modérée » et le rétablissement des liens avec les gouvernements occidentaux<sup>65</sup>. À l'élection de 2005, le ZANU-PF totalisait 78 sièges, gagnés par élection ou par nomination, soit 73,7 p. 100 de la chambre basse<sup>66</sup>.

#### **Mouvement pour le changement démocratique (Movement for Democratic Change — MDC)**

Le MDC est fondé en septembre 1999, en réaction aux tactiques politiques de plus en plus répressives du parti au pouvoir et à sa victoire écrasante aux élections de 1995<sup>67</sup>. Parti centriste, le MDC jouit d'un vaste soutien à son opposition au ZANU-PF et compte parmi ses dirigeants des universitaires, des syndicalistes, des entrepreneurs, des membres du clergé et des militants pour les droits de la personne, tous provenant de plusieurs groupes ethniques<sup>68</sup>. Le parti plaide pour des processus légaux de réforme agraire, pour la privatisation, pour une industrie solide et pour le dialogue international<sup>69</sup>. Les dirigeants du MDC ont été accusés de trahison puis acquittés<sup>70</sup>. Au cours de l'élection législative de 2005 à la chambre basse, le MDC a remporté 41 sièges ou 39,5 p. 100 des voix<sup>71</sup>. L'élection au sénat de 2005 a divisé le MDC en factions lorsque son chef, Morgan Tsvangirai, a choisi de boycotter le scrutin<sup>72</sup>. L'International Crisis Group (ICG) signale que, pendant les élections de conseil des districts ruraux en 2006, les deux factions du MDC, menées par Morgan Tsvangirai et Arthur Mutambara, se préoccupaient des schismes au sein du parti, ce qui a mis en lumière la faiblesse du MDC<sup>73</sup>. Ayant pris conscience des effets négatifs des divisions sur le parti, les chefs des deux factions ont entrepris des négociations en vue de la réunification<sup>74</sup>.

#### **Autres partis non représentés au Parlement**

Alliance conservatrice du Zimbabwe (Conservative Alliance of Zimbabwe — CAZ)<sup>75</sup>, Parti démocratique (Democratic Party — DP), Parti liberté du Zimbabwe (Liberty Party of Zimbabwe — LPZ)<sup>76</sup>, Alliance nationale pour une bonne gouvernance (National Alliance for Good Governance — NAGG)<sup>77</sup>, Union démocratique nationale (National Democratic Union — NDU), Front démocratique populaire (Popular Democratic Front — PDF), MDC-Pro-démocratie (Pro-Democracy MDC)<sup>78</sup>, Partis unis (United Parties — UP) (aussi connu sous le nom de Parti uni (United Party)), Union nationale africaine du Zimbabwe-Ndonga (Zimbabwe African National Union-Ndonga — ZANU-Ndonga), Union nationale populaire africaine du Zimbabwe (Zimbabwe African People's Union — ZAPU)<sup>79</sup>, Union de démocrates du Zimbabwe (Zimbabwe Union of Democrats — ZUD), Parti intégré du Zimbabwe (Zimbabwe Integrated Party — ZIP), Convention populaire du Zimbabwe (Zimbabwe People's Convention — ZPC), Mouvement de l'unité du Zimbabwe (Zimbabwe Unity Movement — ZUM)<sup>80</sup>.

#### **4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES**

Information non disponible.

#### **5. PERSPECTIVES D'AVENIR**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires des Nations Unies a qualifié la situation au Zimbabwe de [traduction] « déroute »<sup>81</sup>. L'ICG, organisme non gouvernemental indépendant qui produit des analyses des conflits et s'occupe de défense des droits de haut niveau<sup>82</sup>, prévient que le pays, qui en est à sa septième année de crise économique, se dirige vers [traduction] « l'effondrement total »<sup>83</sup>. Citant le Fonds monétaire international (FMI), l'ICG signale que l'inflation au Zimbabwe, qui est déjà la plus forte au monde, pourrait atteindre les 4 279 p. 100 d'ici la fin de 2007<sup>84</sup>.

La prochaine présidentielle est prévue pour 2008, et la prochaine législative, pour 2010<sup>85</sup>. Toutefois, le parti au pouvoir cherche constamment à reporter l'élection présidentielle afin de tenir simultanément les élections présidentielle et législative en 2010, soi-disant pour faire des économies<sup>86</sup>. Un tel report prolongerait en fait le mandat du président Mugabe de deux ans<sup>87</sup>. En mars 2007, l'élection présidentielle semblait devoir avoir lieu en 2008, comme prévu<sup>88</sup>. L'ICG s'inquiète à l'effet que, si le président Mugabe devait prolonger son mandat, le pays risquerait de connaître une [traduction] « insurrection sanglante »<sup>89</sup> et que, si aucune mesure n'est prise immédiatement, le Zimbabwe risque de devenir un État [traduction] « non viable ».<sup>90</sup>

- 
- <sup>1</sup> XE.com 23 avr. 2007.
- <sup>2</sup> *Ibid.* 25 avr. 2007.
- <sup>3</sup> The Solidarity Peace Trust mars 2005, 9.
- <sup>4</sup> *Ibid.*; *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1390.
- <sup>5</sup> The Solidarity Peace Trust mars 2005, 9; Nations Unies 16 janv. 2007.
- <sup>6</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>7</sup> The Solidarity Peace Trust mars 2005, 9.
- <sup>8</sup> *Ibid.*
- <sup>9</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>10</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1391.
- <sup>11</sup> The Solidarity Peace Trust mars 2005, 9.
- <sup>12</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>13</sup> The Solidarity Peace Trust mars 2005, 10; BBC 14 mars 2007.
- <sup>14</sup> *Ibid.*
- <sup>15</sup> *Ibid.*; The Solidarity Peace Trust mars 2005, 10; *Political Handbook of the World* (PHW 2007) 2006, 1391; Global Integrity 2004.
- <sup>16</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4891.
- <sup>17</sup> BBC 14 mars 2007.
- <sup>18</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1391; The Solidarity Peace Trust mars 2005, 10.
- <sup>19</sup> *Ibid.*
- <sup>20</sup> BBC 14 mars 2007.
- <sup>21</sup> UE 4 juill. 2000, chap. 4.
- <sup>22</sup> *Ibid.*; The Commonwealth 30 juin 2000, 20.
- <sup>23</sup> *Ibid.*; UE 4 juill. 2000, chap. 4.
- <sup>24</sup> *Ibid.*
- <sup>25</sup> *Political Parties of the World 2005*, 661.
- <sup>26</sup> BBC 14 mars 2007.
- <sup>27</sup> ICG 5 mars 2007, 2.
- <sup>28</sup> BBC 14 mars 2007.
- <sup>29</sup> *Ibid.*
- <sup>30</sup> *Ibid.*
- <sup>31</sup> *Ibid.*
- <sup>32</sup> *Ibid.* 12 mars 2007.
- <sup>33</sup> *Ibid.* 14 mars 2007.
- <sup>34</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1391.
- <sup>35</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1391.
- <sup>36</sup> *Ibid.*, 4893.
- <sup>37</sup> AI 23 mai 2006.
- <sup>38</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1392.
- <sup>39</sup> *Ibid.*; AI 23 mai 2006.
- <sup>40</sup> *Ibid.*
- <sup>41</sup> *Ibid.*
- <sup>42</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1392.
- <sup>43</sup> AI 23 mai 2006.
- <sup>44</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1392.
- <sup>45</sup> *Ibid.*, 1391.
- <sup>46</sup> *Ibid.*, 1393; *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4894.
- <sup>47</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1392.
- <sup>48</sup> HRW 11 janv. 2007.
- <sup>49</sup> *Ibid.*
- <sup>50</sup> *Ibid.*
- <sup>51</sup> BBC 12 mars 2007.

- <sup>52</sup> *Ibid.*
- <sup>53</sup> *Ibid.*
- <sup>54</sup> ICG 5 mars 2007, 6-8.
- <sup>55</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1393; *Political Parties of the World 2005*, 661.
- <sup>56</sup> *Ibid.*; *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1393.
- <sup>57</sup> *Ibid.*
- <sup>58</sup> *Political Parties of the World 2005*, 661.
- <sup>59</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>60</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1390.
- <sup>61</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>62</sup> *Ibid.*
- <sup>63</sup> ICG 5 mars 2007, 6.
- <sup>64</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4889.
- <sup>65</sup> *Ibid.*
- <sup>66</sup> États-Unis 17 avr. 2007.
- <sup>67</sup> *Political Parties of the World 2005*, 660.
- <sup>68</sup> *Ibid.*
- <sup>69</sup> *Ibid.*
- <sup>70</sup> *Ibid.*
- <sup>71</sup> États-Unis 17 avr. 2007.
- <sup>72</sup> *The Europa World Year Book 2006* 2006, 4894.
- <sup>73</sup> ICG 5 mars 2007, 8.
- <sup>74</sup> *Ibid.*
- <sup>75</sup> *Political Parties of the World 2005*, 661.
- <sup>76</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1394-1395.
- <sup>77</sup> *Political Parties of the World 2005*, 661.
- <sup>78</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1393-1394.
- <sup>79</sup> *Political Parties of the World 2005*, 660-661.
- <sup>80</sup> *Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007) 2006, 1394.
- <sup>81</sup> BBC 14 mars 2007.
- <sup>82</sup> ICG s.d.
- <sup>83</sup> *Ibid.* 5 mars 2007, 1.
- <sup>84</sup> *Ibid.*, 2.
- <sup>85</sup> États-Unis 17 avr. 2007.
- <sup>86</sup> États-Unis 17 avr. 2007; Nations Unies 14 déc. 2006; *Zimbabwean Standard* 11 mars 2007.
- <sup>87</sup> *Ibid.*
- <sup>88</sup> *Ibid.*
- <sup>89</sup> ICG 5 mars 2007, 13.
- <sup>90</sup> *Ibid.*, 1

## RÉFÉRENCES

Amnesty International (AI). 23 mai 2006. « Zimbabwe ». *Amnesty International Report 2006*. <<http://web.amnesty.org/report2006/zwe-summary-eng>> [Date de consultation : 26 avr. 2007]

British Broadcasting Corporation (BBC). 14 mars 2007. « Timeline: Zimbabwe ». <[http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/country\\_profiles/1831470.stm](http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/country_profiles/1831470.stm)> [Date de consultation : 26 avr. 2007]

- \_\_\_\_\_. 12 mars 2007. « Zimbabwe's Tsvangirai "Beaten Up" ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6440815.stm>> [Date de consultation : 26 avr. 2007]
- \_\_\_\_\_. 31 juillet 2006. « Zimbabwe Money Loses Three Zeros ». <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/5231836.stm>> [Date de consultation : 23 avr. 2007]
- The Commonwealth Observer Group. 30 juin 2000. *The Parliamentary Elections in Zimbabwe, 24-25 June 2000*. <[http://www.thecommonwealth.org/shared\\_asp\\_files/uploadedfiles/{192F0843-36A2-4C8A-9042-5F25DA5186CF}\\_zimbabwe.pdf](http://www.thecommonwealth.org/shared_asp_files/uploadedfiles/{192F0843-36A2-4C8A-9042-5F25DA5186CF}_zimbabwe.pdf)> [Date de consultation : 26 avr. 2007]
- Defense & Foreign Affairs Handbook*. 2006. 16<sup>e</sup> éd. Sous la direction de Gregory R. Copley. « Zimbabwe ». Alexandria, Virginie : The International Strategic Studies Association.
- The East African Standard* (Nairobi). 27 avril 2007. Cyrus Kinyungu. « Kenya: Kenyans Counting Fortunes as Poverty Levels Decline ». <<http://allafrica.com/stories/200704260971>> [Date de consultation : 8 mai 2007]
- The Europa World Year Book 2006*. 2006. Vol. 2. « Zimbabwe ». Londres : Routledge.
- Union Européenne (UE). 4 juillet 2000. *Report of the UE Election Observation Mission on the Parliamentary Elections in Zimbabwe on 24-25 juin 2000*. <[http://ec.europa.eu/comm/external\\_relations/human\\_rights/report\\_zimbabwe/](http://ec.europa.eu/comm/external_relations/human_rights/report_zimbabwe/)> [Date de consultation : 26 avr. 2007]
- Global Integrity. 2004. « Zimbabwe: Corruption Timeline ». <<http://www.globalintegrity.org/reports/2004/2004/countryfde7.html?cc=zw&act=timeline>> [Date de consultation : 9 mai 2007]
- Human Rights Watch (HRW). 11 janvier 2007. « Zimbabwe ». *World Report 2007*. <<http://hrw.org/englishwr2k7/docs/2007/01/11/zimbab14720.htm>> [Date de consultation : 27 avr. 2007]
- International Crisis Group (ICG). 5 mars 2007. *Zimbabwe : An End to the Stalemate?*. Rapport Afrique n°122. < International Crisis Group (ICG). 5 mars 2007. *Zimbabwe : An End to the Stalemate?*. Rapport Afrique n°122. <<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4682&l=1>> [Date de consultation : 25 avr. 2007]

\_\_\_\_\_. S.d. « About Crisis Group ».  
<<http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=208&l=1>> [Date de consultation : 14 mai 2007]

*The Monitor* (Kampala, Ouganda). 2 avril 2007. Nicholas Sengoba. « Zimbabwe: How Mugabe Made a Basket Case Out of Zimbabwe ».  
<<http://allafrica.com/stories/200704021699.html>> [Date de consultation : 23 avr. 2007]

*Le Quotidien du Peuple en ligne* (Beijing). 1<sup>er</sup> août 2006. « China, Zimbabwe to Strengthen Military Ties ».  
<[http://english.people.com.cn/200608/01/eng20060801\\_288665.html](http://english.people.com.cn/200608/01/eng20060801_288665.html)> [Date de consultation : 25 avr. 2007]

*Political Handbook of the World 2007* (PHW 2007). 2006. « Zimbabwe ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet.  
Washington : Congressional Quarterly.

*Political Parties of the World*. 2005. 6<sup>e</sup> éd. Sous la direction de Bogdan Szajkowski.  
Londres : John Harper Publishing.

The Solidarity Peace Trust. Mars 2005. *Subverting Justice: The Role of the Judiciary in Denying the Will of the Zimbabwean Electorate Since 2000*.  
<[http://www.solidaritypeacetrust.org/reports/subverting\\_justice.pdf](http://www.solidaritypeacetrust.org/reports/subverting_justice.pdf)> [Date de consultation : 24 avr. 2007]

\_\_\_\_\_. 5 septembre 2003. « National Youth Service Training ».  
<<http://www.sarpn.org.za/documents/d0000513/>> [Date de consultation : 8 mai 2007]

Transparency International (TI). 2006. « Zimbabwe ». *Corruption Perceptions Index* (CPI). <[http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/2006](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2006)> [Date de consultation : 18 avr. 2007]

Nations Unies. 16 janvier 2007. Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN). « Zimbabwe: Calls for Justice 20 Years After Massacre ».  
<<http://www.irinnews.org/report.aspx?reportid=64321>> [Date de consultation : 8 mai 2007]

\_\_\_\_\_. 14 décembre 2006. Réseaux d'information régionaux intégrés (IRIN). « Zimbabwe: Mugabe Set to Rule Until 2010 ».  
<<http://www.irinnews.org/PrintReport.aspx?ReportId=62530>> [Date de consultation : 26 avr. 2007]

\_\_\_\_\_. 2006. Programme pour le développement (PNUD). « Country Fact Sheets: Zimbabwe ». *Human Development Report 2006*.  
<[http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/country\\_fact\\_sheets/cty\\_fs\\_ZWE.html](http://hdr.undp.org/hdr2006/statistics/countries/country_fact_sheets/cty_fs_ZWE.html)> [Date de consultation : 18 avr. 2007]

États-Unis. 17 avril 2007. Central Intelligence Agency (CIA). « Zimbabwe ». *The World Factbook*. <<https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/zi.html>> [Date de consultation : 26 avr. 2007]

XE.com. 25 avril 2007. « Currency Conversion Results ».  
<<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>> [Date de consultation : 25 avr. 2007]

\_\_\_\_\_. 23 avril 2007. « Currency Conversion Results ».  
<<http://www.xe.com/ucc/convert.cgi>> [Date de consultation : 23 avr. 2007]

Zimbabwe. 1<sup>er</sup> février 2007. *Constitution of Zimbabwe*.  
<[http://www.kubatana.net/docs/legisl/constitution\\_zim\\_070201.pdf](http://www.kubatana.net/docs/legisl/constitution_zim_070201.pdf)> [Date de consultation : 26 avr. 2007]

*Zimbabwe Standard* [Harare]. 11 mars 2007. Foster Dongozi. « Zimbabwe: Mugabe to Stand in 2008 Election ». <<http://allafrica.com/stories/200703110129.html>> [Date de consultation : 27 avr. 2007]